

HAIDEH MOGHISSI

Lauréate Trudeau 2011

Université York

BIOGRAPHIE

Haideh Moghissi est professeure de sociologie et d'études des femmes à l'Université York (Toronto). Elle a été fondatrice de l'Union nationale des femmes iraniennes et membre de ses premiers comités exécutif et de rédaction, avant de quitter l'Iran en 1984.

À l'Université York, Mme Moghissi a été doyenne associée (Relations extérieures) à la Faculté des arts libéraux et des études professionnelles, coordonnatrice du certificat en recherche et pratiques contre le racisme, présidente du comité exécutif du Centre de recherche sur le féminisme et membre du comité exécutif du Centre d'études sur les réfugiés. Elle a commenté la situation en Iran et la question des femmes au Moyen-Orient sur les ondes de CBC, TVO, BBC World Service, Radio France et Voice of America. Elle a été membre des comités de rédaction des publications *Journal of Comparative Public Policy*, la série *Women and Politics* de Routledge, *Resources for Feminist Research* et *Feminist Forum*. Son deuxième livre, *Feminism and Islamic Fundamentalism*, a reçu le Choice Outstanding Academic Books Award en sociologie.

Haideh Moghissi a été nommée lauréate Trudeau en 2011.

RÉSUMÉ

Présenté sous la forme d'un récit personnel d'expériences de vie ayant déclenché l'engagement de son auteure pour la recherche universitaire, cet article traite des prises de position populistes et anticolonialistes au sein du Moyen-Orient et à l'extérieur. Haideh Moghissi fait valoir qu'une bonne partie des intellectuels libéraux et de gauche, féministes inclus, font une évaluation apologétique des mouvements politiques et des activismes qui contestent la domination économique et culturelle de l'Occident, y compris l'islamisme radical, rejetant du même coup les notions d'universalisme, de laïcité et de droits de la personne. Même si l'intention est de soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ici des peuples longtemps diabolisés par des préjugés racistes et l'islamophobie, ce plaidoyer mal avisé a des conséquences négatives pour les groupes d'opposition de la région et des diasporas, plus particulièrement pour les femmes.

CONFÉRENCE

« “Le retour du sacré” et la politique de la différence culturelle »

Université du Québec à Montréal (UQAM)

3 OCTOBRE 2012

Au cours d'un après-midi gris et mélancolique, et de nombreuses années après m'être exilée de ma terre natale, j'ai été attirée par la voix divine de Cecilia Bartoli qui chantait un opéra de Rossini. Dans le libretto, j'ai entendu un concept extraordinaire: celui de la « victime volontaire ». Bartoli chantait d'une manière qui ressemblait à des sanglots et qui m'a beaucoup touchée. La notion poétique de « victime volontaire » définit bien ce que nous faisons parfois dans la vie, les tentations auxquelles nous succombons, les impulsions auxquelles nous obéissons, même si nous savons intérieurement que cela peut nous faire souffrir. Pendant cet après-midi morose, ces deux mots ont profondément fait écho à la trajectoire de ma propre vie, un parcours où j'ai volontairement pris part à une révolution qui, plus tard, se retournerait contre moi, ma famille et mes amis et m'obligerait à abandonner tout ce que j'avais aimé et tout ce pour quoi j'avais travaillé.

Bien entendu, ce que j'ai vécu n'est qu'une variante de ce qu'ont subi plusieurs centaines de milliers d'Iraniens, des femmes et des hommes de la classe moyenne, des laïques, des intellectuels de gauche ou libéraux et d'autres personnes dont les vies ont été brisées par la révolution iranienne. Nous avons accepté d'être dirigés

par un ecclésiastique dont les actions et les paroles auraient dû nous avertir de son dédain pour la démocratie politique, la liberté d'expression, les libertés individuelles et le droit de choisir. Ce dirigeant s'est opposé pendant de nombreuses années à toute réforme juridique pour les femmes et il était engagé dans la réislamisation des droits et de la condition de la femme. Lorsque nos droits reconnus par la loi et nos libertés individuelles ont été détruits sous le régime islamiste autoritaire établi par cet homme, nous avons enfin reconnu que la liberté et le progrès ne peuvent pas être engendrés par des idéologies et des mouvements qui se prétendent d'origine divine, exigent une obéissance aveugle et sont déterminés à faire ressusciter le passé.

Sur la base de cette introduction, il ne fait aucun doute que le milieu social et politique de l'Iran postrévolutionnaire et les événements auxquels j'ai pris part avec passion ont refaçonné ma vie. Ces expériences ont donné naissance à mon engagement et m'ont poussée vers les sujets que j'ai choisis dans mes activités de recherche et d'écriture et dans mes activités sociales. Mais avec le temps et l'acceptation du caractère immuable de mon déplacement, ma nouvelle réalité sociale m'a aussi poussée vers de nouveaux domaines de recherche, des sujets qui se sont avérés aussi complexes que conflictuels et qui m'ont marginalisée intellectuellement. Je reviendrai sur cette question plus tard.

Tout d'abord, je voudrais dire que le fait de quitter mon pays natal, quatre ans après la révolution, a provoqué ma rupture au plan politique avec les illusions populistes paralysantes et l'activisme contradictoire de la gauche, qui s'était drapée d'une robe anti-impérialiste dans l'Iran postrévolutionnaire. Edward Saïd avait raison de dire que la séparation d'une personne avec sa terre natale et sa propre culture – un déplacement qui nous amène à regarder notre pays d'origine avec détachement – est peut-être le seul moyen de réévaluer de façon critique les relations sociales, les valeurs culturelles et les pratiques

de notre pays d’origine et de penser à des moyens de le sauver de ses propres vices¹.

Dans mon cas, un changement de situation géographique combiné à une dégradation de mon statut social (j’étais présentée tour à tour comme minorité visible, femme de couleur et immigrante) m’a poussée à me sentir marginalisée. Cette distance par rapport aux peurs, aux inquiétudes et à l’exigence des responsabilités de la vie sous le règne islamique m’a aussi permis de remettre en question les vieux dogmes. Cette rupture avec le passé a renforcé le processus de marginalisation. Mais en même temps, ma double ou triple marginalité a ouvert un espace à partir duquel je pouvais réfléchir de plus près aux façons dont les positions idéologiques et théoriques que j’adoptais depuis si longtemps fonctionnaient en pratique. J’ai vu plus clairement comment un peuple qui avait vécu longtemps sous la main de fer d’un tyran corrompu soutenu par des puissances étrangères, et qui avait été privé de liberté et du contact avec des idées nouvelles nécessaires à l’éducation politique pouvait tomber sous l’emprise d’un autre dirigeant charismatique antidémocratique et opposé aux droits.

La question de la responsabilité politique et morale de la gauche laïque et des forces libérales, qui avaient abandonné leurs revendications pour la démocratie, la liberté et les droits de la personne au profit d’objectifs anti-impérialistes et de luttes des classes soi-disant plus urgents, avait une importance encore plus grande pour moi, au plan personnel et politique. Cette question a étayé mon premier livre en anglais, *Populism and Feminism in Iran: Women’s Participation in a Male-Defined Revolutionary Movement* (Macmillan, 1994), qui tire son origine de ma thèse de doctorat. Les soulèvements politiques de 2011 et 2012 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont fait ressortir cette question, et l’évolution subséquente de la situation en Tunisie, en

1. Edward Saïd, « Reflections on Exile », dans R. Fergusson *et al.* (dir.), *Out There. Marginalization and Contemporary Culture* (New York: New Museum of Contemporary Art et MIT Press, 1990).

Égypte, en Libye et en Syrie a démontré que l'expérience des Iraniens n'était pas unique et que plusieurs intellectuels progressistes de la région et d'ailleurs, n'avaient rien appris de cette situation. C'est là, néanmoins, un tout autre sujet.

Ce qui me frappe – et c'est sur cela que je me concentrerai lorsque je ferai référence aux discours sur les musulmans à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur du Grand Moyen-Orient –, c'est que le point de vue populiste et anti-impérialiste de la gauche a aussi imprégné et façonné les discours des intellectuels postcoloniaux progressistes de l'Occident à tendance gauchiste. Plus précisément, un bon nombre d'individus et de groupes à l'intérieur ou à l'extérieur du monde universitaire, soucieux des droits des peuples qui ont longtemps été diabolisés par les perceptions racistes et colonialistes, semblent être prisonniers d'une évaluation apologétique et détachée de tous les mouvements politiques qui confrontent l'hégémonie économique et culturelle de l'Occident. Ce qui est regrettable, puisque les tyrans locaux utilisent les points de vue de cette catégorie d'Occidentaux pour discréditer les voix dissidentes dans leurs régimes. Pour ceux qui vivent dans ces régions, particulièrement pour les femmes engagées dans une résistance dangereuse contre leur propre assujettissement, les conséquences négatives sont importantes.

Il ne fait aucun doute que les événements majeurs des années 1980 et 1990, ainsi que l'évolution qui s'en est suivie dans la politique mondiale, ont renforcé ces tendances intellectuelles à l'échelle planétaire. De fait, ces décennies ont été plutôt inquiétantes puisque marquées par la mise en place d'un régime religieux sanglant en Iran, puis par l'ère Reagan-Bush (père) aux États-Unis, l'invasion soviétique et la guerre en Afghanistan dont les conséquences se font encore sentir au XXI^e siècle, par les espoirs déçus des promesses visionnaires du socialisme, par une vague mondiale de politiques sociales et économiques régressives, par des aventures militaires à l'étranger, etc. Il semble que pour certains intellectuels occidentaux, ces événements aient accéléré l'effondrement du charme et de l'attrait de la laïcité, à savoir non

seulement la liberté religieuse, mais aussi le fait d’être libéré de la religion, ce qui est un élément de base de la démocratie.

D’où le « retour du sacré », pour reprendre les propos de Bassam Tibi, et de la tendance croissante à se concentrer sur les imperfections de la modernité et à faire preuve de scepticisme par rapport à l’orientation de l’histoire. Ce recul des idéaux et des valeurs démocratiques, la marque distinctive de la société moderne, a donné naissance à une approche relativiste des droits de la personne, de la différence culturelle, des mouvements anticolonialistes et des stratégies féministes en périphérie, c’est-à-dire dans les pays à majorité musulmane. Bon nombre d’opposants à la guerre et quelques féministes appartenant ou non au monde universitaire se classent dans ce champ intellectuel. Ce phénomène a mené ces acteurs à rejeter l’universel en faveur du particulier, à exagérer l’importance de la culture et de la différence culturelle et à favoriser une approche liée à la culture pour appréhender des sujets aussi importants que la démocratie, la justice et les droits de la personne. Au même moment, nous assistons à la célébration de l’action des opprimés sans nous interroger sur les questions de lutte des classes, de genre, de racisme et d’hétérosexisme liées à ces actions, y compris les moyens parfois violents par lesquels elles s’expriment. Cette façon de penser, actuellement à la mode, a nui aux luttes pour l’obtention de la justice dans la région, particulièrement pour les luttes des femmes, à un moment où il y a un urgent besoin de soutien réfléchi à l’échelle mondiale pour les luttes des femmes et des hommes progressistes à travers le monde².

2. Dans « The Left and Jihadis » (<http://www.opendemocracy.net>, 7 septembre 2006), Fred Holiday, spécialiste du Moyen-Orient et intellectuel public socialiste, a présenté des exemples de soutien apporté par la gauche pour les droits des islamistes. Parmi ces exemples, on retrouve des pancartes du Parti socialiste des travailleurs dans un rassemblement contre la guerre à Londres sur lesquelles il était écrit : « Nous sommes tous du Hezbollah ». Pour d’autres exemples de situations semblables, consultez le livre de Meredith Tax, *Double Bind: The Muslim Right, the Anglo-American Left, and Universal Human Rights* (New York: Centre for Secular Space, 2012).

Je crains que « l'astigmatisme intellectuel »³, dont j'ai parlé dans mon livre *Feminism and Islamic Fundamentalism: The Limits of Postmodern Analysis* (Zed et Oxford University Press, 1999 et 2000) ne fasse fréquemment en sorte que toutes les revendications et tous les discours culturels anti-occidentaux, y compris les variantes de l'islamisme radical, notamment ceux des Frères musulmans, du Jamaat-I-Islami, du mouvement Ennahda et du khomeinisme, soient perçus comme progressistes, même si les croyances, les actions et les paroles de ces groupes vont à l'encontre de la notion même de progrès. Ce point de vue diminue l'importance de tous les autres conflits sociaux et politiques en les rendant secondaires par rapport aux conflits entre les colonisateurs et les colonisés et il défend le droit à l'autoreprésentation de ceux qui ont été réduits au silence, sans toutefois vraiment tenir compte des voix dissidentes provenant des franges de ces mêmes populations qui, si elles s'expriment, sont châtiées, réduites au silence et accusées d'être du côté des oppresseurs par ces mêmes héros anti-occidentaux et opprimés.

Permettez-moi d'élaborer sur ce point. J'ai souvent l'impression que je cause un malaise ou parfois même du ressentiment lorsque je discute des politiques islamiques relatives au genre dans certains rassemblements universitaires de gauche ou féministes. Certaines personnes me répondent en donnant une leçon condensée sur le colonialisme ou l'impérialisme et racontent encore une fois toute une gamme d'atrocités qui ont été commises contre les musulmans dans le passé et qui le sont encore. D'autres mentionnent les principes du respect de la différence, de la diversité des points de vue et des modes de vie en citant de bonne foi, mais de façon paternaliste,

3. J'ai emprunté le mot « astigmatisme » à James Jones (qui l'a emprunté à quelqu'un d'autre) pour faire référence à l'incapacité de certains experts à poser des jugements moraux dans leurs recherches « scientifiques ». Voir James Jones, « The Tuskegee Syphilis Experiment: "A Moral Astigmatism" », dans Sandra Harding (dir.), *The 'Racial' Economy of Science: Toward a Democratic Future* (Bloomington et Indianapolis: Indiana University Press, 1993).

des exemples de moyens par lesquels l'idéal occidental de l'égalité entre les sexes est demeuré partiel, superficiel et déficient. D'autres encore suggèrent aussi que les stratégies féministes de l'Occident ne sont pas un modèle à suivre. On pose aussi des questions ou on fait des commentaires qui remettent directement ou indirectement en question mon lien politique et émotionnel ainsi que ma loyauté envers mon peuple et ma culture d'origine.

Parfois, on ne parle pas des pratiques islamiques en matière de genre ou des programmes politiques des islamistes parce que l'on considère que les populations qui sont aux prises avec la pauvreté, le chômage et l'agression néocoloniale ne devraient pas être polarisées par des questions de genre. Ce raisonnement omet de considérer que les femmes représentent la grande majorité des pauvres et des personnes au chômage ou exploitées dans ces sociétés et qu'elles sont quotidiennement ciblées par l'humiliation misogyne et la violence.

Durant les débats sur la présentation de la loi sur l'arbitrage de l'Ontario par exemple, alors que plusieurs groupes de femmes du Canada⁴ se sont joints aux protestations du Conseil canadien des femmes musulmanes⁵ contre l'application de la charia durant l'arbitrage, d'autres universitaires féministes renommées ont adopté une approche passive au nom du respect de la diversité culturelle, de la

4. Parmi ces groupes, on retrouvait le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes, l'Association nationale Femmes et Droit, le Metropolitan Toronto Action Committee on Violence Against Women et le National Council of University Women. Une lettre ouverte signée par Margaret Atwood, Maude Barlow, June Callwood, Shirley Douglas, Michele Landsberg, Flora MacDonald, Margaret Norrie McCain, Maureen McTeer, Sonja Smits et Lois Wilson demandait au premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, de ne pas ghettoïser les droits des femmes en permettant un arbitrage basé sur la religion. Le débat s'est terminé lorsque le premier ministre a déclaré que tous les Canadiens seraient protégés par le droit de la famille existant.

5. Pour obtenir l'opinion du Conseil canadien des femmes musulmanes, consultez le communiqué de presse « One Law for All Ontarians » disponible à : <http://ccmw.com/one-law-for-all-ontarians>

tolérance et de l'équité envers les musulmans. En réalité, elles se rangeaient du côté des petites minorités d'hommes conservateurs qui se présentaient comme les voix de la communauté musulmane et qui poursuivaient de façon agressive leur propre programme d'islamisation de la vie juridique et sociale des diasporas, en opposition directe à ceux qui ne voulaient pas de la charia. Par exemple, pour montrer que les États théocratiques n'étaient pas les seuls à opprimer les femmes, ces universitaires féministes ont averti leur public que les droits des femmes n'étaient pas complètement protégés par le droit canadien de la famille et la Charte des droits et libertés de la personne. Pour illustrer leur argument, elles ont souligné le caractère sexiste du monde du travail, le statut inférieur et la rémunération plus faible associés au travail des femmes, l'éducation des enfants et les tâches domestiques non payées ainsi que la violence constante à l'égard des femmes, entre autres les agressions sexuelles, la violence familiale, le féminicide et le harcèlement sexuel dans les États laïques. Elles ont ensuite conseillé aux féministes canadiennes «occidentalisées» «de penser à rediriger leur critique de la dynamique entre les sexes à l'intérieur de la culture musulmane vers une critique du racisme et du niveau de tolérance dont les Canadiens ont fait preuve envers les communautés islamiques⁶». Et qui étaient ces femmes «occidentalisées»? Elles étaient membres du Conseil canadien des femmes musulmanes et d'un groupe international nommé Femmes sous lois musulmanes, qui avaient affirmé qu'un État complètement laïque était la meilleure protection pour les femmes et que la proposition d'appliquer la charia se résumait à une «manipulation politique de la culture et de l'identité⁷».

6. Constance Backhouse, «Muslim Women in Western Societies», Colloque annuel Trudeau, 16-18 novembre 2006 (Vancouver), présentation de conférence (non publiée).

7. Voir Sherene H. Razack, «The Sharia Law Debate in Ontario: The Modernity/Premodernity Distinction in Legal Efforts to Protect Women from Culture», *Feminist Legal Studies*, vol. 15, n° 3-32 (2007), 8.

La contribution d’une autre chercheure universitaire postcoloniale antiraciste à ce débat était semblable. Elle aussi a soulevé des questions importantes et sous-entendait que lutter contre ces problèmes était moralement plus important que de s’attaquer à une politique controversée qui semble à portée de main. Cette chercheure a présenté des arguments pertinents, affirmant par exemple que la frontière tracée entre l’Occident civilisé et l’Orient barbare était devenue particulièrement pernicieuse après les événements du 11 septembre. Elle a également fait valoir, avec raison, que le « féminisme peut être facilement rattaché au projet d’un empire », comme durant la préparation de la guerre en Afghanistan⁸. Par contre, personne ne devrait nier l’importance de la bataille dans laquelle les femmes musulmanes de la diaspora se sont engagées.

Dans un autre cas où l’on a pu observer ce phénomène, un intellectuel bien connu a admis que la charia avantageait peut-être les hommes, mais il a accusé les féministes canadiennes qui réclamaient l’interdiction de l’arbitrage religieux de perpétuer une « dichotomie entre l’Occident moderne éclairé et l’Islam traditionnel et rétrograde⁹ ». Cet intellectuel a fait valoir que « dans un monde post-11 septembre, où la surveillance et le contrôle des musulmans et de ceux perçus comme tels ont été justifiés par le prétexte de la sécurité nationale, le combat des féministes pour un contrôle total de l’État ne tient pas compte de la résistance légitime à l’encontre des politiques gouvernementales qui maintiennent des mesures punitives et stigmatisantes contre les personnes de couleur¹⁰ ». Cette analyse est peut-être vraie dans un contexte occidental, mais la relation entre les femmes et l’État dans les sociétés non occidentales, incluant les sociétés du Moyen-Orient,

8. *Ibid.*

9. Natasha Bakt, « Were Muslim Barbarians Really Knocking on the Gates of Ontario? The Religious Arbitration Controversy Another Perspective », *Ottawa Law Review*, 40^e anniversaire (2005), 67-82, citation, 13.

10. *Ibid.*

est beaucoup plus complexe qu'en Occident. Une multitude de facteurs, que je n'ai pas le temps d'analyser ici, ont, dans ces sociétés, historiquement donné à l'État le rôle d'arbitre entre les femmes et les chefs religieux, voire celui de promouvoir les droits des femmes et de les protéger des prescriptions et des restrictions culturelles et religieuses imposées par leurs propres communautés.

À la suite de la révolution arabe, ce relativisme culturel est revenu hanter les militantes féministes de la région qui contestent la place réservée aux genres dans les récits islamistes et les programmes politiques des États « libérés ». Par exemple, l'auteure et militante Mona Eltahawy¹¹ d'origine américano-égyptienne a été sévèrement critiquée pour avoir écrit un article dans lequel elle s'inquiète des politiques des Frères musulmans. Elle a fait valoir qu'en dépit du départ du grand Mubarak, la véritable liberté exige que les Égyptiens se débarrassent du petit Mubarak dans leur tête et dans leurs chambres à coucher. Reprenant la stratégie employée au Canada, ses détracteurs ont dénoncé des manifestations de racisme contre les musulmans en Occident pour faire taire l'auteure et ceux qui ont critiqué le rôle social que le programme des Frères musulmans réserve aux genres dans l'islam. Suivant la logique qui sous-tend ces critiques, il est moins dommageable pour les mouvements nationalistes, le bien-être et la confiance d'un peuple d'avoir des pratiques indéfendables que de voir ces mêmes pratiques être critiquées publiquement.

De la même manière, le groupe de hip-hop palestinien DAM's a été dénoncé en raison d'un vidéoclip qu'il a produit sur la question des crimes d'honneur. Les critiques ont fait valoir que le groupe

11. Selon *The Guardian*, Mona Tahawy a également été arrêtée à New York pour avoir, dans le métro, recouvert de peinture une affiche anti-musulmane. L'affiche, qui avait été posée par la « American Freedom Defense Initiative » (le projet de défense pour la liberté américaine) dirigée par Pam Geller, associait les musulmans à des « sauvages ». Voir « Activist arrested in New York for defacing anti-Muslim poster », *The Guardian*, 26 septembre 2012, disponible à : www.siawi.org/article3986.html

avait présenté les Palestiniens comme des barbares, qu’il avait blâmé la communauté et dévalorisé leur culture et que cela a inspiré une campagne internationale contre ce qui a été décrit comme de « soi-disant crimes d’honneur¹² ». Suivant la même logique, d’autres condamnent la défense des droits des femmes par l’Occident dans la région en alléguant que l’aide occidentale est le fait de « femmes laïques pro-occidentales et souvent anti-islam » et que cette aide ne tient pas compte des « souffrances qu’ont vécues les femmes membres des Frères musulmans » sous Mubarak¹³.

Je dois ajouter que bon nombre de femmes dans la région sont inquiètes des conséquences de l’accession au pouvoir et du programme politique des islamistes en ce qui concerne les femmes. Il s’agissait du thème prépondérant lors d’une conférence tenue en 2012 à Istanbul, en Turquie, à laquelle j’ai participé en tant que conférencière, et qui avait été organisée par plusieurs groupes membres de l’Association pour les droits de la femme et le développement. Parmi les 150 experts et militants présents, qui provenaient de la quasi-totalité des pays de la région, personne n’envisageait que quelque chose de positif puisse survenir de la mainmise par les islamistes des pouvoirs étatiques de leur pays ou de ceux des autres¹⁴. De plus, je pense en toute

12. Lila Abu Lughod et Maya Mikdashi, « Tradition and the Anti-Politics Machine: DAM Seduced by the “Honor Crime” », disponible à : www.jadaliyya.com/pages/index/8578/tradition-and-the-anti-politics-machine_dams-s...1/25/2013

13. Haroon Siddiqui, « Forked Tongues Parse Arab Spring », *Toronto Star*, 8 juillet 2012.

14. Les Algériens et les Iraniens qui avaient personnellement subi les atrocités des islamistes ont été les premiers à s’inquiéter de ce qui était en train de se produire en Tunisie et en Égypte. Shirin Ebadi, qui s’identifie comme avocate des droits de la personne des musulmans et qui a été lauréate du prix Nobel en 2003 a formulé ces inquiétudes lorsqu’elle a incité les femmes arabes à tirer une leçon des expériences des femmes en Iran et les a averties de ne pas répéter les mêmes erreurs. (Shirin Ebadi, « A Warning for Women of the Arab Spring », *Wall Street Journal*, 14 mars 2012, disponible à : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203370604577265840773370720.html>)

sincérité que personne n'était prêt à accepter les recommandations de chercheurs tels que Margo Badran, qui ont fait valoir que « nous devons élargir notre définition de l'islamisme » afin de voir « davantage de manifestations libérales et progressives ou de potentiel radical (au sens positif) dans les mouvements islamistes politiques actuels¹⁵ ».

Bon nombre de femmes sont également consternées par le point de vue des tenants du relativisme culturel à l'égard du cadre des droits de la personne. L'idée suivant laquelle le discours et la mise en œuvre des droits de la personne à l'échelle mondiale constituent une « contrainte par des moyens intellectuels », de l'« impérialisme culturel » et « une puissance douce » – selon les mots des directeurs du livre *Negotiating Culture and Human Rights*¹⁶ – fait les choux gras des détenteurs du pouvoir dans certains États, qui ressentent les interventions des défenseurs universels ou des experts en droits de la personne comme une attaque contre leurs privilèges.

Je concède que le paradigme des droits de la personne a ses limites, à savoir qu'il se concentre sur les droits de la personne et les droits politiques en ignorant les droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Je reconnais également que les gouvernements occidentaux utilisent les droits de la personne à des fins politiques et personnelles et qu'ils se montrent partiiaux sur la question. D'un autre côté, des centaines de milliers de femmes qui vivent dans les sociétés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord font bon emploi du cadre des droits de la personne afin de revendiquer leurs droits et de solliciter de l'aide pour soutenir leurs prétentions. Ces femmes sont amères à l'encontre d'organisations de défense des droits de la personne telles qu'Amnistie Internationale et Human Rights

15. M. Badran, « Understanding Islam, Islamism, and Islamic Feminism », *Journal of Women's History*, vol. 13, n° 1 (2001), 48.

16. Lynda Bell, Andrew J. Nathan et Ilan Peleg, « Introduction, Culture and Human Rights », dans *Negotiating Culture and Human Rights* (New York : Columbia University Press, 2001), cité dans Reza Afshari, « Iran : An Anthropologist Engaging the Human Rights Discourse and Practice », *Human Rights Quarterly*, vol. 34 (2012), 507-545.

Watch parce que ces dernières n’ont pas dénoncé les violations des droits des femmes avec la même vigueur qu’elles ont décrié les violations des droits des islamistes. Par exemple, Amnistie Internationale a été critiquée pour avoir vigoureusement défendu les droits des islamistes, notamment en Algérie en 1991, tout en n’accordant que peu d’attention aux « droits des femmes, des intellectuels et des civils qui ont été terrorisés, violés et tués par ces mêmes islamistes¹⁷ ». Une lettre rédigée par 17 groupes de défense des droits des femmes agissant à l’échelle mondiale a également critiqué le rapport de 2012 de l’organisme Human Rights Watch basé aux États-Unis pour avoir « abaissé la barre » en matière de défense des droits de la personne. Pendant la guerre froide, les femmes ont écrit que « le sujet habituel en matière de droits de la personne » était un dissident de l’Europe de l’Est. Aujourd’hui, le sujet est le djihadiste détenu à Guantanamo, que l’organisme qualifie du terme simplificateur de victime, tout en refusant d’examiner « les idées et les pratiques fondamentalistes de peur de compliquer la question¹⁸ ».

Chaque jour, nous apprenons que des crimes sont commis contre les musulmans et que ceux-ci commettent des crimes contre leurs semblables et contre les autres, au moment même où nous sommes confrontés au spectre du terrorisme d’État au nom de la guerre contre le terrorisme. Qui plus est, l’examen détaillé de ce que disent les médias et les analyses politiques dans l’espoir de trouver des interprétations équilibrées et dignes de confiance s’avère un exercice désespérant. Toutefois, il est utile de se rappeler que les réalités sociales possèdent plusieurs niveaux et dimensions et qu’elles sont intégrées de différentes manières. Nous n’avons pas à trancher entre les différentes forces de l’oppression dans le but de déterminer ce qui est nuisible à une vie paisible et digne.

17. Voir Meredith Tax, « Human Rights Groups Blur Issues of Women’s Rights », 28 février 2012, disponible à : <http://womensenews.org/story/equalitywomen%E2%80%99s-rights/120227/human-rights-groups-blur-issues-women-rights#.UjBdemSDShY>

18. *Ibid.*

Tout est une question d'équilibre. Dans le cadre de la présente discussion, préserver l'équilibre signifie prêter une attention particulière à toutes les voix. C'est de la plus grande importance, car grâce à un soutien injustifiable de certains milieux, les islamistes radicaux constituent une menace politique et morale contre l'hégémonie de l'Occident et la prépondérance de ses valeurs libérales. Cette menace prend place non seulement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais également, avec de plus en plus d'ampleur, dans les rues de Toronto, Londres et New York. Au Canada, les effets de cette politique se font déjà sentir.

Toutefois, avant de tourner mon attention vers cette question, je voudrais exprimer clairement mon point de vue. Plaider pour une tolérance accrue et le respect de la différence, particulièrement lorsque des communautés de la diaspora musulmane sont la cible de racisme anti-musulman, est très certainement la bonne chose à faire. Effectivement, lever le voile sur des formes précises de discrimination et de racisme contre les musulmans, par exemple en ce qui concerne l'accès des musulmans à l'emploi, au logement et aux services sociaux, et dénoncer la méfiance générale injustifiée et l'irrespect à l'égard des musulmans a constitué l'objectif principal de ma recherche et de mes publications au cours de la dernière décennie. J'ai ainsi occupé le poste de chercheure principale dans le cadre d'un projet de recherche coopérative important, financé par le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada et qui avait une portée internationale. Dans le cadre de ce projet, mon équipe de recherche a identifié des facteurs sociaux et économiques qui pouvaient encourager ou décourager le sentiment d'appartenance des individus à leur nouveau pays et affaiblir ou renforcer leur loyauté aux objectifs de cohésion et d'harmonie sociales des sociétés multiculturelles et plurielles, comme le Canada¹⁹.

19. Haideh Moghissi *et al.*, *Diaspora by Design: Muslim Immigrants in Canada and Beyond* (Toronto: University of Toronto Press, 2009).

Mais mon équipe a également pris soin de distinguer deux groupes de musulmans, le premier représente la grande majorité de la population musulmane qui a émigré dans l’espoir de trouver une vie décente et sans violence, irrespect, discrimination ou harcèlement. Cette communauté est déterminée à vivre dans le respect des codes socioculturels de la société en général et elle est avide d’être acceptée et incluse dans le pays²⁰.

Que ce groupe soit majoritaire ou non, il demeure que les plus grandes villes canadiennes sont désormais les repères de nouveaux petits groupes de personnes ultra-islamisées qui veulent transformer le pays en prolongement de leurs quartiers baignés de religion de Téhéran, Kaboul, Karachi et Le Caire. Ces personnes sont souvent mobilisées, au sein d’associations exclusivistes et d’assemblées diverses, par des imams salafistes ou wahhabites et des prédicateurs chiites, dont certains sont inspirés, voire financés, par des dollars saoudiens et iraniens. Ils exigent des privilèges exceptionnels en formulant des revendications culturelles et font la promotion du conservatisme social en ciblant les jeunes et les femmes. Je continue de penser qu’il est plus facile pour le gouvernement canadien d’accommoder les exigences culturelles et religieuses de ce deuxième groupe que de s’occuper des véritables problèmes économiques et politiques de la majorité de la population musulmane, qui bataille fort pour mener dans notre pays une vie décente et paisible dans le respect et sans discrimination.

Je sais que je ne suis pas seule à être terrorisée par les conséquences à long terme de la politique de non-ingérence dans les communautés et les institutions religieuses, qui à première vue semble bénigne et neutre. La menace qui plane sur les jeunes filles et les femmes est la plus préoccupante, comme le démontre le nombre alarmant de cas de violence faite aux enfants et de crimes d’honneur (16 cas recensés au Canada entre 2006 et 2012). Toutefois, il y a

20. *Ibid.*, 194.

d'autres conséquences à craindre, à savoir la ghettoisation croissante de cette partie de la population, une mise à l'écart qui renforce le pouvoir et l'autorité des institutions conservatrices. Il en résulte que les autres courants de pensée dans ces communautés ont de plus en plus de difficultés à se faire entendre et les conservateurs sont ainsi encouragés à intimider davantage le reste de la population.

Pensez à l'exemple des jeunes gens endoctrinés qui sont expédiés des mosquées jusque dans les maisons de certains quartiers pour faire pression sur les résidants afin qu'ils participent à la prière du vendredi – une tendance préoccupante à Mississauga en Ontario qui m'a été rapportée par un proche. Un autre exemple: après avoir décidé d'organiser des prières du vendredi dans des écoles publiques, le même appel à la prière messianique a lieu dans la salle de classe. Il a récemment été porté à mon attention que dans une école de classe moyenne de la banlieue de Toronto, les jeunes filles musulmanes doivent se rendre au gymnase pour disposer les tapis de prière. Elles doivent ensuite s'asseoir au fond du gymnase jusqu'à ce que les garçons aient terminé de prier et qu'ils soient partis et sont ensuite responsables de ranger la salle. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour se représenter la faible estime de soi qui est projetée sur ces jeunes filles de 13 ans et 14 ans.

Tous ces exemples dressent un portrait affligeant de la réalité. À savoir que les membres fanatiques des différentes religions ne sont pas influencés par les valeurs laïques et démocratiques canadiennes. Au contraire, ils influencent la société canadienne et forcent les institutions séculières à s'agenouiller devant les orthodoxies religieuses. Le dernier épisode en date de cette saga est la pétition produite par un groupe de parents chrétiens et musulmans à l'endroit du projet de loi 13 de l'Ontario contre l'intimidation. Ces parents ont contesté une formation inclusive qui portait notamment sur l'éducation sexuelle et les relations homosexuelles et ils ont exigé que leurs enfants soient exemptés de cet enseignement.

En conclusion, je suis malheureusement consciente que les sujets que j’ai cru devoir explorer et débattre m’ont souvent mise en désaccord avec certains de mes collègues proches d’un féminisme à tendance de gauche, qui, dans leurs efforts destinés à contrer l’eurocentrisme dominant, recourent à ce qui constitue, à mon avis, un tiers-mondisme relativiste. J’ai essayé de faire valoir que dénoncer, condamner et mettre fin aux crimes sanctionnés par les autorités religieuses, tels que les crimes d’honneur, la lapidation à mort des femmes accusées d’adultère et les mariages d’enfants prévus par la loi est tout aussi essentiel que lutter contre le racisme qui cible les musulmans du Moyen-Orient ou d’ailleurs. Garder le silence sur les idées et les politiques obscurantistes de l’islam radical ou, pire, excuser ou justifier les actions commises en leur nom contredit le caractère international du féminisme, qui promettait que ses idéaux et son engagement dépasseraient les frontières et le nationalisme. Pour bon nombre d’entre nous, ce féminisme dont l’engagement à révolutionner les relations humaines et à soutenir les opprimés de toutes les « races » s’est présenté comme une solution de rechange à la gauche traditionnelle sur le plan intellectuel et politique, et dans mon cas, je me refuse à croire que nous n’avons fait que tourner en rond au cours des deux dernières décennies. Il serait démoralisant que nous nous retrouvions au point de départ, forcés encore une fois de prioriser le combat pour l’égalité entre les sexes, au détriment d’autres batailles pour la justice et la démocratie.

Ma position sur ces questions m’a forcée à trouver le juste équilibre entre les orientalistes et les contrits de l’islam, car je me suis sentie obligée de confronter deux réalités contradictoires : d’un côté, la nouvelle vague de racisme anti-musulman et d’islamophobie, et, de l’autre, la montée de l’islamisme radical. Dans tous les cas, j’ai fait l’objet de réactions hostiles. Il semble donc que je continue de jouer le rôle de la « victime volontaire » même dans mon nouveau pays, le Canada.